

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article8102>

# La clé de l'Europe de la défense se trouve à Londres

- Défense - International -



Date de mise en ligne : mercredi 25 juin 2008

---

**Spyworld Actu**

---

La clé d'un accord sur l'Europe de la défense, l'une des priorités de la présidence française de l'Union européenne, se trouve à Londres et le "non" irlandais au traité de Lisbonne fait planer une menace.

Nicolas Sarkozy a pris une initiative importante avant de prendre pour six mois les rênes de l'UE le 1er juillet en annonçant que la France réintégrerait les structures militaires de l'Otan, qu'elle avait quittées en 1966, en échange d'un accroissement des moyens d'intervention européens.

Vivement critiqué par la gauche française, cette décision lui a valu le feu vert des Etats-Unis à l'Europe de la défense, que Washington a longtemps considérée comme une menace pour la cohésion de l'Alliance atlantique, ce qui devrait, espère Paris, permettre de vaincre les réticences britanniques.

Le député européen UMP Alain Lamassoure salue ce mouvement déjà amorcé par Jacques Chirac en 1995, mais qui avait fait long feu en raison de la volonté française de bâtir des structures de commandement potentiellement rivales de l'Otan.

"Sarkozy a été le premier à avoir compris qu'il était impossible de faire avancer l'Europe de la défense contre le Royaume-Uni", explique-t-il. "En la matière, on ne peut rien faire de sérieux sans les Britanniques."

La France veut tout d'abord rénover la "stratégie européenne de sécurité" adoptée en 2003 pour l'adapter aux nouvelles menaces, notamment les cyberattaques ou la sécurité énergétique.

"Sur ça, on a l'accord de tout le monde", explique un proche du ministre français de la Défense, Hervé Morin.

### **AMÉLIORER LES CAPACITÉS**

Mais l'essentiel de l'effort porte sur les capacités.

Paris veut parvenir à l'objectif affiché depuis ... 1999 mais oublié depuis d'une force de réaction rapide de 60.000 hommes capables d'être déployés pendant un an sur un théâtre d'opération éloigné, avec les composantes aériennes et navales.

L'accord franco-britannique sur la création d'une flotte européennes d'hélicoptères, qui constituerait un réservoir dans lequel on pourra puiser pour éviter les difficultés rencontrées par l'UE pour monter ses opérations, est en revanche acquis.

Des négociations poussées sont en cours entre la France et le Royaume-Uni pour la création d'un groupe aéronaval.

L'idée est qu'un porte-avion britannique ou français serait en permanence en mer et, s'il navigue sous son drapeau national, il serait accompagné par des moyens européens à€" frégates, sous-marins, pétrolier ravitailleur, etc..

La France propose aussi la création d'une flotte de transport tactique européenne dotée du futur Airbus A-400M, avec des "droits de tirage" pour les pays qui en auront besoin.

En outre, l'A-400M resterait identique tout au long de sa vie pour assurer l'homogénéité de la flotte, alors que ce type

d'appareil est souvent transformé selon des plans nationaux qui rendent plus compliqué son emploi par d'autres pays.

La création d'un système européen d'observation satellitaire est désormais acquise et serait étendue à l'observation de l'espace et à la surveillance des départs des missiles.

### CONSÉQUENCES DU "NON" IRLANDAIS

Un "Erasmus militaire" serait mis sur pied pour permettre par exemple à des militaires polonais de parfaire leur formation en France afin de créer une culture militaire commune.

Mais si le rapprochement entre la France et l'Otan a permis de vaincre les réticences des pays de l'Est et de l'Allemagne, le travail de conviction n'est pas achevé avec le Royaume-Uni.

Deux points se heurtent encore à de fortes réticences de la part de Londres où Gordon Brown, affaibli, bataille pour faire sauter les réserves de ses militaires.

Malgré le feu vert américain, le Royaume-Uni reste très réticent à l'idée d'une montée en puissance du centre de planification et de commandement chargé de piloter les opérations européennes par peur d'une duplication avec l'Otan.

Le local dévolu à ce centre à Bruxelles est vide en temps normal et toute opération de maintien de la paix oblige à créer un état-major ad hoc, ce qui prend énormément de temps, avant de le démanteler chaque fois à la fin de la mission.

L'idée française est de mettre sur pied une structure permanente de 50 personnes, contre 900 pour l'Otan, avec une augmentation à 150 planificateurs lors d'une opération.

"Nous ne voulons pas d'un quartier général", explique une source proche du dossier. "Ce serait si simple d'avoir une structure à Bruxelles. Mais le ministre britannique dit oui, puis les freins sont remis. C'est absolument infernal."

L'agence européenne de l'armement devrait également développer ses activités pour créer des équipements communs, comme des hélicoptères lourds ou pour la protection des hommes.

Cette structure existe mais les Britanniques refusent de la doter d'un budget pluriannuel, ce qui entrave ses activités.

"Il est plus facile de convaincre les Etats-Unis que les Britanniques", fait remarquer Alain Lamassoure.

Enfin, le "non" irlandais au traité de Lisbonne ferme pour l'instant la porte aux "coopérations structurées" entre un groupe limité de pays qui veulent créer un marché unique de l'armement, alors que les marchés sont actuellement fragmentés.

Mais il ne s'agissait pas d'une décision à prendre dans l'immédiat et la France a bon espoir de pouvoir surmonter à terme le blocage irlandais.

*Yves Clarisse, édité par Pascal Liétout*

*Post-scriptum :*

<http://fr.news.yahoo.com/rtrs/20080...>